



Yverdon-les-Bains, le 10 avril 2024

Recommandé avec accusé de réception
Cour Pénale Internationale
Boîte postale 19519
NL – 2500 CM La Haye

Recommandé
Comité de Sécurité de l'ONU
Par Ambassade de la Fédération de Russie
Brunnadernrain 37
3006 Berne

Online avec **liens bleus actifs** et traduction google, sur : <https://swisscorruption.info/ennemis2>

Fichier pdf du Communiqué public : <https://swisscorruption.info/info/tpi>

Version pdf de la plainte pénale : <https://swisscorruption.info/ch2/ennemis2.pdf>

Plainte pénale complémentaire à la plainte du 1^{er} mars 2024



en fonction des faits décrits

**contre les Membres du Gouvernement fédéral suisse dans leur ensemble
contre tous les Hauts fonctionnaires et Conseiller(ère)s et les Chancelier(ère)s
qui gravitent autour des décisions prises depuis 1991**

**contre l'ensemble des membres du Parlement fédéral suisse,
et les Chef(fe)s et cadres des Partis politiques depuis 1991,
y compris les jeunesses politiques**

**contre les Gouvernements d'Europe et des USA, contre les personnes physiques
et personnes morales, en fonction des faits dénoncés depuis 1991**

<https://swisscorruption.info/france> - <https://swisscorruption.info/usa>
https://swisscorruption.info/royalties/2016-10-13_plainte_usa.pdf / [English version](#)

**Mandat d'arrêt international contre toute personne, qui par des provocations ou des actes,
tente de déstabiliser la paix mondiale et mettre en danger les civilisations, pour couvrir
égoïstement leur implication dans l'escroquerie des royalties, contre l'intérêt public**



La plainte pénale initiale du 1^{er} mars 2024 est accessible sur le lien
<https://swisscorruption.info/ennemis>

Les thèmes de la plainte

Introduction

Droit d'ester en Justice pour déposer la plainte

Escroquerie des royalties

Conséquences pour les Gouvernements et les réseaux économiques complices (Banques et réseaux financiers, l'Industrie et l'économie en général)

Historique des raisons qui ont contraint la Russie à lancer son Opération spéciale Serbie – Bosnie – Kosovo – Ukraine

La Guerre – Une nécessité pour couvrir les crimes commis

La Suisse a sacrifié sa Neutralité pour être solidaire avec les Pays d'Europe dans un Crime Organisé dont elle est complice

L'OTAN est un instrument armé au service du Crime économique organisé

L'ONU est devenue un instrument de coordination du Crime organisé pour verrouiller les accès à l'État de Droit et légaliser ce qui n'est pas légalisable !

Le Conseil Fédéral à la tête du CRIME ORGANISÉ

Puissance du Crime organisé

Dépôt de réserves civiles

Conclusions

Introduction

De quoi parle-t-on quand l'on cite les « royalties » ? Dans les faits, il s'agit de l'escroquerie des royalties sur les Brevets d'extinction et de blocage des puits de pétrole au KOWEIT 3'700 milliards escroqués en 1991-1992

Un Crime planifié par l'État profond et initialement par le **Gouvernement français sous la Présidence de François MITTERRAND**, avec un blanchiment par les Gouvernements français successifs. Une **Complicité active du Gouvernement suisse et de la place financière suisse et du Gouvernement des USA** sous les Présidences de George H. W. BUSH, de William Jefferson (Bill) CLINTON, de George W. BUSH, de **Barack Hussein OBAMA** et de Joe BIDEN. Seul Donald J. TRUMP a combattu l'État profond, raison pour laquelle il est le mal-aimé des Médias mainstream corrompus ! N'oublions pas le rôle avéré important de la famille BIDEN (Hunter BIDEN) en **Ukraine** au sein du Groupe gazier **BURISMA**. Hunter BIDEN est en outre au Conseil d'Administration (CA) de **BHR Partners***** (*fondée par deux gestionnaires d'actifs enregistrés en Chine, Bohai Industrial Investment Fund et Harvest Fund Management et deux organisations américaines, Thornton Group LLC et Rosemont Seneca Partners, d'où le nom BHR pour les premières initiales.* Des fonds d'investissements gigantesques liés au blanchiment des royalties, qui sont soutenus par la **Deutsche Bank**, etc.).

Plainte pénale du 11.10.2016 - Attorney General USA

https://swisscorruption.info/royalties/2016-10-13_plainte_usa.pdf / [English version](#)
<https://swisscorruption.info/introduction> / <https://swisscorruption.info/dossier>
<https://swisscorruption.info/deep-state>

*** Il est important de relever concernant **BHR Partners**, que cette société nous plonge dans les profondeurs du crime organisé lié aux royalties, dans lequel on retrouve des liens avec Gazprom, GazpromBank, la **TradeXBank AG** (anciennement SberBank) présidée par l'**ex-Conseiller National PLR Christian LUESCHER** <https://swisscorruption.info/luescher>, **TAMOIL**, des dizaines d'autres banques liées à l'escroquerie des royalties, etc. <https://swisscorruption.info/credit-suisse>

Les Institutions politiques et judiciaires suisses en main du Crime organisé, tout comme l'Économie du reste, ont joué un rôle actif dans l'escroquerie et le blanchiment des royalties :

<https://swisscorruption.info/mafia> / <https://swisscorruption.info/mpc>
<https://swisscorruption.info/ennemis> / <https://swisscorruption.info/mafia-plainte>

Notons au surplus que depuis des mois, les Autorités fédérales sur ordre du Conseil Fédéral, mais aussi du Tribunal Fédéral, du Ministère Public de la Confédération et c'est pareil dans les Cantons, ne traitent plus nos démarches judiciaires qui leur sont transmises. C'est leur manière d'écarter les plaintes et les dénonciations des CRIMES dans lesquels ils sont impliqués. Nous sommes donc effectivement confrontés à une Oligarchie structurée sous la forme d'une « Mafia d'État », un Crime organisé qui a pris le contrôle de la Démocratie et de l'État de Droit, au détriment du Peuple souverain et au profit du l'État profond.

L'Avant-projet de **Révision de la loi sur les épidémies** est représentatif de la dangerosité du Gouvernement suisse pour sa Population : <https://www.mouvement-federatif-romand.ch/actions>.

Royalties – Droit d'ester en Justice pour déposer la plainte

Par Mandat de M. Joseph FERRAYÉ du 25 septembre 2004, Marc-Etienne BURDET est détenteur du 50 % de la totalisé des royalties à recouvrer à la suite de l'escroquerie et du blanchiment des royalties. Selon le lien <https://swisscorruption.info/responsabilites/#facture> la responsabilité civile des personnes physiques et des personnes morales impliquées dans l'escroquerie et le blanchiment des royalties, y compris la responsabilité des États, se monte au 31.03.2024, à plus de **CHF 77'729 milliards**. En réalité, elle pourrait être 3 à 5 fois supérieure !

Daniel CONUS est en outre en possession d'une cession de droits par convention du 19 mai 2007, dans le même contexte.

Escroquerie des royalties

Conséquences pour les Gouvernements, mais aussi pour les réseaux économiques complices (Banques et réseaux financiers, l'Industrie et l'économie en général)

Dans un État de Droit, les Institutions garantissent aux Citoyens l'application de la Législation basée sur la Constitution du Pays. En Suisse où le Pays ne dispose pas d'un Conseil constitutionnel, **il appartient au Tribunal Fédéral, de veiller au respect de l'application des Lois**. Pour la France, c'est au Conseil constitutionnel présidé par **Laurent FABIUS (sic!)** d'effectuer le travail.

Comme on va le voir plus loin, dans les deux Pays précités et c'est assurément pareil en Allemagne, au Luxembourg, au Royaume-Uni et ailleurs, les membres du Crime organisé mis en place par « l'état profond », se sont assurés **que les Autorités politiques et judiciaires leur prêteraient allégeance**. Celles-ci allaient établir et appliquer des codes procédures, des jurisprudences et tous autres garde-fous nécessaires pour préserver l'évolution de leurs CRIMES et l'impunité des coupables. Bien entendu en dépouillant les Victimes et au-delà, les populations, sans qu'aucun obstacle ne puisse survenir.

Le lien <https://swisscorruption.info/politique-corruption> et les liens cités plus haut nous donnent une idée de l'engagement des membres de nos Autorités dans ce contexte. Pour la France, reprendre le curriculum-vitae de certains Criminels qui évoluent ou ont évolué au sein du Gouvernement donne une idée de l'envergure de leurs CRIMES... <https://swisscorruption.info/france>

Dans l'émission « Sans-aucun-Doute » de Julien COURBET sur TF1 qui aurait dû être diffusée le 12 mai 2000 – censurée sur intervention du Ministre Dominique STRAUSS-KAHN, après le passage de la bande annonce de midi – **Me Gilbert COLLARD** traduisait en ces termes la personnalité des membres des Gouvernements impliqués dans le détournement des royalties :

« Une arnaque colossale » La plus grosse escroquerie du siècle sur fond de politique et de guerre du golfe ! « On ne joue plus avec des rigolos, on joue avec de vrais tueurs, des hommes prêts à tout sous prétexte qu'un Etat a des intérêts qui sont reliés par d'autres Etats »

L'Appendice 12 relate le **contrat d'assassinat** lancé par les membres du Gouvernement français, dont François MITTERRAND était Président !

Bien que les systèmes FERRAYÉ n'aient eu aucun intérêt lié à la Défense Nationale de la France, tous les Gouvernements successifs les ont considérés comme « stratégiques » ou « secret défense », pour interdire tout accès aux procédures judiciaires lancées par Joseph FERRAYÉ.

En remerciement de leurs bons services, relevons que la Légion d'Honneur a été décernées aux ténors de l'escroquerie en Suisse : **Marc BONNANT**, **Dominique WARLUZEL**, **Micheline SPOERRI**, **Pascal COUCHEPIN**, **Christine LAGARDE**, **Anne SINCLAIR** épouse de **Dominique STRAUSS-KAHN** qui a transmis les brevets qui étaient sous sa garde comme **Ministre de l'INPI** et qui avait fait **déprogrammer l'émission Sans-aucun-Doute sur TF1**, etc.

Circuit des royalties escroquées

Pour faire disparaître les traces, les principales banques impliquées dans l'escroquerie des royalties, ont été rachetées ou fusionnées. C'est dans ce cadre que la **Banque Populaire Suisse (BPS/SVB)** a été rachetée en 01.1993 par **CREDIT-SUISSE**. La **Société de Banque Suisse (SBS/SBV)** a été fusionnée et intégrée dans **UBS (12.1997)** et pour faire disparaître les milliers de milliards escroqués, les banques concernées ont **créé des sociétés miroirs au Royaume-Uni**, comme on le voit dans la prise de contrôle de CREDIT SUISSE par UBS dans le lien <https://swisscorruption.info/credit-suisse> où des centaines de milliards sont en cours de blanchiment **avec la bénédiction du Gouvernement et du Parlement suisse** <https://swisscorruption.info/ennemis>.

Ce fût le cas pour toutes les sociétés au travers desquelles des centaines de milliards ont été blanchis, à l'instar de SWISSAIR, AXA – WINTERTHUR, CREDIT AGRICOLE, BNP, CLEARSTREAM, DEUTSCHE BÖRSE, etc. Les liens suivants sont représentatifs des connexions internationales du Crime organisé : <https://swisscorruption.info/cs-ubs/rc1.pdf> / <https://swisscorruption.info/ch2/rc-tpi.pdf>

Suisse

En Suisse, dans l'Affaire CREDIT-SUISSE, on constate que le Gouvernement et le Parlement, mais aussi la **FINMA** et la BNS, planifient et sont activement complices du blanchiment de centaines de milliards : <https://swisscorruption.info/ennemis>. **Une première plainte avait déjà été déposée mais est restée sans réaction à ce jour** : <https://swisscorruption.info/mafia-plainte>. Il en ressort la complicité des membres de l'État dans le blanchiment des royalties, entre-autres par la **privatisation des Régies fédérales...**

France

Au même titre que la Suisse, tous les membres des Gouvernements français successifs, à partir de François MITTERRAND, ont été également corrompus dans le blanchiment des royalties et selon les mêmes procédés <https://swisscorruption.info/france/#gouv>, à savoir par la privatisation des sociétés contrôlées par l'État.

OTAN

Le monde politique en panique

<https://ia800209.us.archive.org/14/items/fonds-russes/fonds-russes.mp4> On constate dans le lien précité (RTS – JT 19.30 du 07.03.2024), que **les Parlementaires suisses** – mais aussi et surtout les Médias mainstream – sont aujourd'hui prêts à violer tous les codes de conduite, pour couvrir les CRIMES dans lesquels ils sont complices et qu'ils **ont décidé d'escroquer le patrimoine de la Russie...**

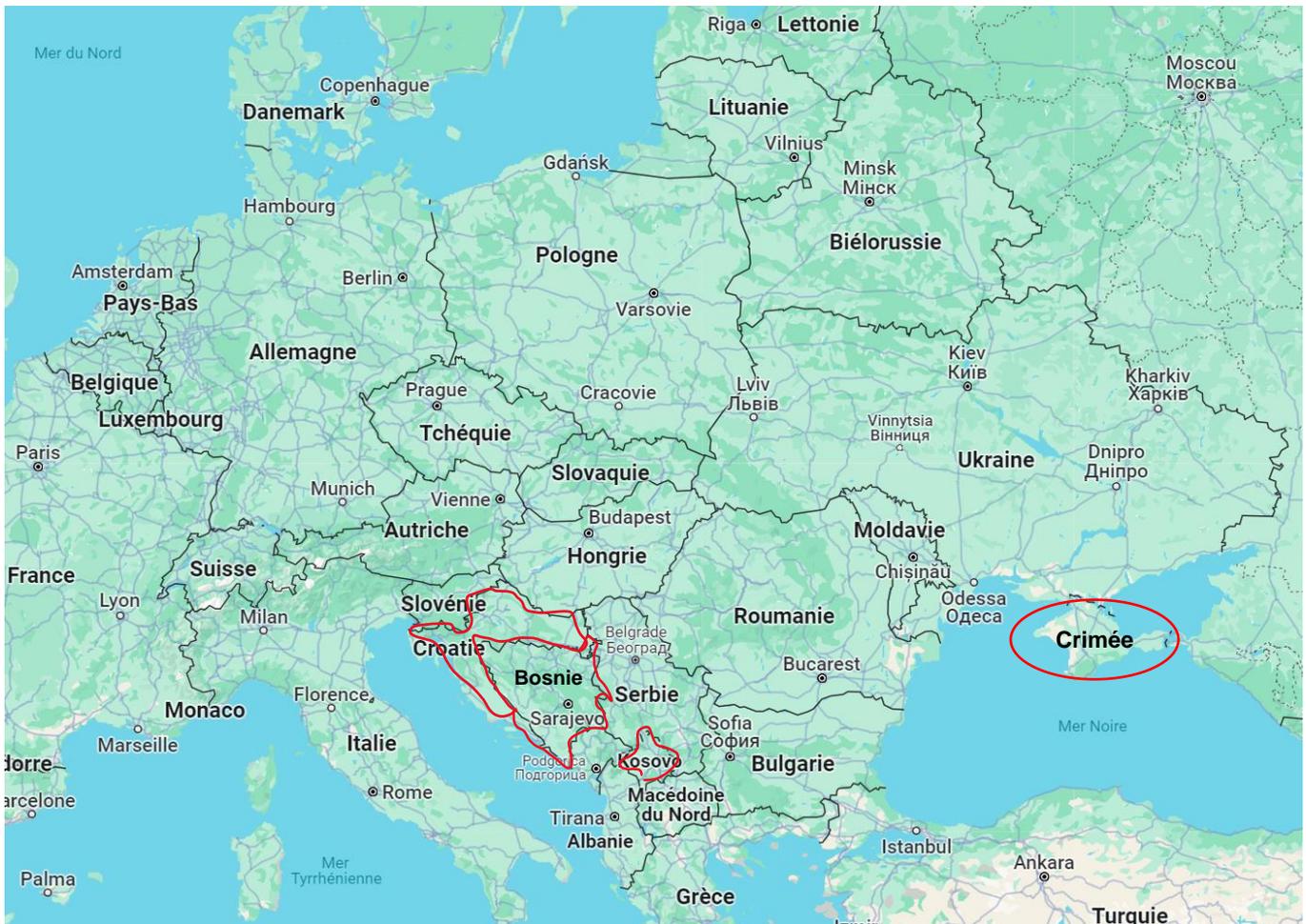
Depuis février 2022, l'Opinion internationale est manipulée, pour nous faire croire que l'Ukraine a été la victime d'une invasion par la Russie, alors que les faits – s'ils sont repris objectivement – tendent à démontrer que c'est le contraire, comme on va le voir plus bas. Nous allons devoir reprendre un peu les faits historiques pour comprendre la situation.

Par ce narratif d'une propagande de désinformation de l'Opinion publique, on doit constater que l'Occident tente d'effacer près de 10 ans de complicité de CRIMES commandités par les Pays de l'OTAN ou leurs « amis » comme c'est le cas de la Suisse, contre la Russie.

ONU et NAZISME

Le « bref » historique qui suit est nécessaire pour comprendre le narratif mensonger de nos Médias mainstream sur la guerre en Ukraine. Qu'en définitive nos Autorités suisses ont choisi de défendre un soutien au Nazisme sous l'impulsion de l'ONU et d'Oligarques criminels qui pillent les Populations du Monde entier. C'est leur seule règle !

<https://swisscorruption.info/confederation-ch/#onu1> / <https://stopworldcontrol.com>
Anglais avec choix de la langue sous-titrée



Quelles sont les raisons réelles du conflit Russie – Ukraine et pourquoi l'Occident veut-il soutenir l'Ukraine pour tenter d'oublier son passé ?

L'analyse géopolitique qui suit est basée principalement sur une Conférence de **M. Yves BONNET**, ancien Directeur de la DST (Direction de la Surveillance du Territoire) en France, ancien Député français à Cherbourg et Conseiller régional de Normandie :

<https://ia800204.us.archive.org/13/items/yves-bonnet/yves-bonnet.mp4>.

D'entrée de cause, Yves BONNET dénonce les propos inconsidérés du Président de la République française Emmanuel MACRON, qui se déclare favorable à envoyer des Troupes française en Ukraine, un moyen pour l'État profond de lancer la troisième guerre mondiale. Rappelons à ce sujet, les propos de **MM. Nathaniel et Lord Jacob ROTHSCHILD** : « *Sans l'Ukraine, l'ordre mondial pourrait ne pas survivre* » ! <https://swisscorruption.info/ukraine/#rothschild>.

Yves BONNET relève que ce n'est pas un hasard si Vladimir POUTINE (minute 6.20) est remonté très loin dans son **interview avec Tucker CARLSON**. Les Peuples slaves ont une mémoire que les occidentaux n'ont pas. Il suffit de constater les connaissances historiques des jeunesses occidentales à

ce jour. cette absence de mémoire historique est bien évidemment voulue par l'État profond pour annihiler tout patriotisme. Élu Député de Cherbourg, Yves BONNET est entré à l'Assemblée nationale en avril 1993 et avait créé le **Groupe d'amitié France / Serbie**, un groupe qui n'existait pas jusqu'alors (Minute 07.12). Il explique que la Serbie joue un Grand rôle dans la guerre en Ukraine, comme on va le voir.

Dans le cadre de son mandat dans le Groupe d'amitié France / Serbie, il a eu un contact entre-autres avec le **Général Pierre-Marie GALLOIS, le pape de la géopolitique française**. C'est dans ce contexte qu'il a eu alors à se déplacer en Serbie, Pays qui était à ce moment-là sous embargo décidé par l'ONU, ce qui était selon lui, une ignominie. Pour la France, il fallait punir ces affreux, ce qui signifiait qu'aucun médicament ne rentrait dans le Pays, pas d'aéroport, des restrictions de nourriture, pas d'infrastructures, etc., la Serbie était mise à genoux.

Or, quand l'on arrive à Belgrade aujourd'hui, la première chose que l'on voit est le Park Kalemegdan.

Belgrade est construite sur un éperon rocheux où se rejoignent le Danube et la Save pour ne former ensuite que le Danube. Cet éperon rocheux abrite aussi un certain nombre de **sites mémoriels** classés.

Le plus célèbre d'entre eux est le Victor (Pobednik ; en français : « **Le Vainqueur** »), un des monuments emblématiques de la ville de Belgrade ; cette œuvre commémore la victoire des Serbes au mont Cer lors de la Première Guerre mondiale. Érigé en 1930, **le monument témoigne de la reconnaissance de la Serbie vis-à-vis de la France** pour son soutien dans la Première Guerre mondiale ; (Minute 10.50) la statue est ornée d'une inscription « **À la France** » sur le devant, et à l'arrière : « **Aimons la France comme elle nous a aimés** ».

Pour commémorer l'Histoire et « *l'amitié* » Franco-Serbe, il faut se souvenir que **Jacques CHIRAC a envoyé l'aviation française pour bombarder Belgrade...** ! Dès lors, comment les Serbes peuvent-ils comprendre une telle action. Pourtant les Serbes n'ont pas détruit la statue, ils se sont contentés de la recouvrir d'un voile noir ! La maturité de la diplomatie n'est manifestement pas toujours là où elle devrait être et les plus matures ne sont souvent pas ceux qui croient l'être. Prenons la Suisse à titre d'exemple !

Le bombardement de Belgrade était ainsi la réponse que les Français donnaient aux Serbes dans le cadre du conflit dans l'ex-Yougoslavie. **Alors qu'est-ce qui s'est passé à Belgrade, capitale de la Serbie ?**

On a tordu le droit International d'une manière scandaleuse pour servir le grand projet de l'Allemagne et du Vatican qui visait à démembrer la Serbie pour récupérer la Croatie catholique.

Historiquement, la Serbie s'est libérée seule de l'Empire Turc au 19e siècle et a pris son indépendance officiellement en 1878. À Cette époque, les troupes austro-hongroises s'emparaient de la Bosnie (état principalement musulman au milieu de l'Europe chrétienne), conformément aux dispositions du congrès de Berlin. La période austro-hongroise s'est prolongée jusqu'en 1918.

Après la Première Guerre mondiale, s'est constitué progressivement un rassemblement de tous les Slaves méridionaux autour de la monarchie serbe : **le royaume des Serbes, Croates et Slovènes fut proclamé en 1918 et il prit le nom de royaume de Yougoslavie en 1929.**

Après la Seconde Guerre mondiale, la Serbie est devenue une unité fédérée au sein de la république fédérative socialiste de Yougoslavie et les années 1990 ont ensuite été marquées par la dissolution progressive de la Yougoslavie.

À ce moment-là et jusqu'à son indépendance en 2006, la Province du Kosovo faisait partie intégrante de la Serbie. (Minute 13.20)

Il faut savoir que pendant la guerre 1939-1945 quand les Allemands ont envahi la Serbie, **ils ont déporté massivement les Serbes du Kosovo et les ont expulsés**. Et quand après la guerre, les Serbes du Kosovo ont voulu revenir au Kosovo, le Maréchal TITO le leur a interdit (Minute 13.00). Un État massivement musulman a donc été « créé » avec l'appui des Nazis et de la Wehrmacht. **On a clairement viré les Serbes (Chrétiens) du Kosovo, alors que la province faisait partie intégrante de la Serbie.**

C'est là l'origine de l'imposition et de la justification de POUTINE dans le conflit qui l'oppose à l'Ukraine puisqu'au Kosovo, on a **organisé un référendum dans un Pays souverain**, dans lequel bien évidemment les Kosovars qui étaient musulmans ont voté pour leur indépendance. Ainsi, **la Serbie qui était souveraine** s'est trouvée face à un **référendum qui était complètement illégal** et qui a pourtant été **ratifié par la résolution 1244 de l'ONU...**

L'ONU a ainsi donné son indépendance à une partie d'un État (Minute 15.15), une décision lourde de sens, avec pour preuve que **l'Espagne ne l'a pas ratifiée**. Il est évident que l'Espagne, avec le Pays-Basque et avec la Catalogne, n'allait pas ratifier un procédé qui allait permettre d'abstraire ses propres provinces de la République espagnole. La Tchécoslovaquie, la Bulgarie entre-autres n'ont pas ratifié non plus cette décision. En tout état de cause, il faut constater qu'on avait **tordu le bras au Droit International**.

Relevons au passage que la Suisse, dont le DFAE (Département fédéral des affaires étrangères) dirigé par Micheline CALMY-REY <https://swisscorruption.info/ps/#calmy-rey>, s'était empressée de reconnaître l'autonomie du Kosovo, faisant là déjà une entorse crasse à la Neutralité suisse !

En fonction de ce qui précède, il faut constater le comportement dès lors déplacé pour ne pas dire arbitraire et criminel des Pays de l'Occident, qui contestent les référendums lancés dans les Provinces du Donbass, pour demander leur rattachement à leur Pays, la Fédération de Russie... Pourquoi ce « deux poids, deux mesures » ? Nous y reviendrons plus loin.

Comme les abus criminels commis à l'encontre de la Serbie ne suffisaient pas, les occidentaux ont mis la main sur les dirigeants Serbes, dont MILOSEVIC, qui a été **accusé de crimes de guerre** commis en Bosnie, des crimes qui n'ont jamais pu être prouvés. Yves BONNET avait accepté d'être témoin à décharge de MILOSEVIC au Tribunal de LA HAYE et avait pu constater une procédure « extraordinaire » en tous points... Les témoins témoignaient masqués et la voix déformée devant le Tribunal... Même KAFKA, selon lui, n'aurait pas fait mieux... (Minute 16.45). Du jamais vu ni dans les tribunaux Nazis, ni Soviétiques... MILOSEVIC se défendait sans avocats et marquait des points importants **en démontant tous les témoignages**.

Au cours du procès, survint un incident majeur : le Président du Tribunal meurt et pourtant le procès s'est poursuivi simplement avec un nouveau Président, alors qu'il aurait légalement dû être repris à zéro... Yves BONNET est allé voir MILOSEVIC en prison et il était en très bonne forme, a servi lui-même le café (Minute 18.15) et trois semaines plus tard, il était mort... Rappelons, comme on vient de le voir, que **MILOSEVIC démontait tous les témoignages** et que le complot monté par les occidentaux aurait fini par être dévoilé ! Notons aussi que la Presse mainstream corrompue n'a pas fait grand cas sur la mort de MILOSEVIC, comme ça a été le cas pour NAVALNY <https://odysee.com/@STRATPOL:d/174comp:b> (Minute 15.15) <https://rumble.com/v4eeg9u-alexe-navalny-un-nazi-meurt-loccident-pleure.html>.

Conflit Russo-Ukrainien

L'Ukraine est un nouveau Pays qui a été créé de répartitions de nations (Minute 20.05). La dislocation de l'empire Austro-Hongrois a fait exploser une unité « factice » et les Ukrainiens se sont retrouvés brièvement en position d'indépendance dès le 17 mars 1917 en se détachant d'une part de la Russie et de l'Austro-Hongrie.

Le 11 novembre 1918 l'armistice a été signé sur le front ouest à Rethondes entre l'Allemagne et les Alliés. L'armistice de Rethondes a donc annulé l'armistice de Brest-Litovsk signé quelques mois auparavant le 3 mars 1918. L'article 12 de la convention d'armistice prévoyait **que les troupes allemandes évacuent tous les territoires faisant partie de la Russie au 1er août 1914** (photo ci-dessous), dès que les Alliés jugeraient le moment venu, compte tenu de la situation intérieure de ces territoires.



On constate donc qu'à ce moment-là, pendant la **révolution russe** qui a conduit en février 1917 au renversement du régime tsariste de Russie et à la guerre civile (1918-1921), **Lénine avait donné à l'Ukraine sa première indépendance, en faisant de l'Ukraine une République de l'Union des Républiques soviétiques** (Minute 21.30).

L'Ukraine devenait donc un État, même si ce n'était qu'un État « factice », puisqu'il était quand même rattaché en tant que République, à l'Union des Républiques soviétiques. On notera sur la carte ci-dessus, qu'il en était de même de la Crimée et on voit au surplus sur cette carte, que certaines **annexions relevaient du congrès de Vienne** https://fr.wikipedia.org/wiki/Congrès_de_Vienne qui s'était tenu du 18 septembre 1814 au 9 juin 1815. On relève aussi que **la Suisse y était représentée** et que la **neutralité perpétuelle** de la Suisse a fait l'objet d'une déclaration des puissances européennes le 20 mars 1815 au congrès de Vienne, puis d'une reconnaissance par le traité de Paris le 20 novembre 1815 – trois mois après la signature du pacte fédéral du 7 août 1815 <https://swisscorruption.info/neutralite>.

Droits de vote à l'ONU – Trois voix pour les Républiques de l'Union Soviétique

Lorsqu'il a été question de fonder l'**Organisation des Nations Unies (ONU)** à la fin de la guerre 1939-1945 (Minute 22.00), **STALINE** a fait valoir son implication et les sacrifices de la Russie dans la guerre et au surplus ce qu'il représentait en territoire. Il a exigé d'obtenir **trois voix et non une voix comme les Français, les Anglais ou les Américains...** Il a donc été décidé de donner **une voix à la Russie, mais aussi une voix aux deux Républiques de l'Union soviétique, à la Biélorussie et à l'Ukraine.**

Les Occidentaux oublient ainsi aujourd'hui, que **si l'Ukraine a un siège à l'ONU, elle le doit à la Russie.** Historiquement, elle doit son siège à l'ONU au Camarade **STALINE**, à la libération, bien avant d'autres États (Minute 22.40) ! **L'Ukraine a donc vécu sous la férule soviétique** (être Ukrainien, Biélorusse ou soviétique ne changeait rien du tout), mais l'Ukraine s'est retrouvée rapidement en position très difficile avec un pouvoir central cruel à Moscou, au moment où au surplus une famine épouvantable faisait des millions de morts (voir parenthèse ci-dessus).

Parenthèse

*Le conflit lié à la **révolution russe** avait provoqué un effondrement de l'économie, qui avait débuté pendant la Première Guerre mondiale. S'en était suivi une famine particulièrement meurtrière causant des millions de morts. Le conflit s'était achevé par la victoire des bolcheviks et par la **reconstitution, sous l'égide de l'URSS, de la majorité des territoires de l'ex-empire**. La révolution en Russie avait également donné naissance au communisme, un régime politique fondé par **Lénine**. Les anciennes élites avaient disparu ou s'étaient exilées, à moins de s'être ralliées pour certains de leurs membres. Beaucoup ont été ultérieurement liquidés pendant les Grandes Purges staliniennes. En 1922, un décret leur ôta en bloc la nationalité russe. C'est pour ces premiers apatrides de masse que la Société des Nations avait dû inventer le passeport Nansen.*

*Aux yeux de Staline, la révolution russe ne devait se propager que grâce à l'Armée rouge, sous strict contrôle de Moscou, vers une extension de l'empire soviétique. C'est ce qui s'est produit dès 1939 (puis après la victoire de 1945) lors des annexions permises par le Pacte germano-soviétique signé le 23 août 1939, qui permettait de récupérer les territoires perdus lors de la guerre civile russe. Ce pacte contre nature a volé en éclat le 22 juin 1941, lorsque l'Allemagne hitlérienne a attaqué l'Union soviétique. La pomme de discorde qui a entraîné la dissolution de l'accord de non-agression a été **l'opération Barbarossa** à partir du 22 juin 1941. Une opération que s'est soldée par l'échec allemand lors de la bataille de Moscou, qui a achevé la première phase du conflit sur le front russe.*

Fin de la parenthèse

(Minute 23.59) Les Ukrainiens ont donc été heureux de voir arriver l'armée de l'Est, l'armée allemande **Wehrmacht Ostheer** qui faisait fuir les Russes. Les Ukrainiens se sont tellement réjouis, qu'ils ont demandé à se constituer à nouveau en État indépendant. Les allemands ont été tout d'abord réticents, mais ils ont fini par accepter la demande d'un État Ukrainien indépendant – qui n'a pas duré longtemps – et celui-ci a été constitué. (Minute 24.55) **L'État Ukrainien s'est alors rangé résolument aux côtés du III^e Reich** pour combattre l'Armée rouge et l'Union soviétique. En dehors de cet engagement politique global, il y a eu des sollicitations très fortes pour que les **Ukrainiens se battent dans les rangs de l'Ostheer, comme le faisaient les Roumains, les Italiens et d'autres contingents**. (Minute 25.53) **Une division SS entière a été constituée – la 14^e division de la Waffen SS Galicie – entièrement constituée d'Ukrainiens** <https://www.revuemethode.org/sf061610.html> qui a participé à la répression de la résistance en Bretagne, avec aussi d'autres Ukrainiens enrôlés dans diverses divisions SS. Il y a donc eu un nombre conséquent d'**Ukrainiens engagés aux côtés des SS** contre l'Armée rouge et comme on vient de le voir, contre la France. Il y avait également des **forces de polices, une légion Ukrainienne, le bataillon de la Flucht Mannschaft, l'Armée de libération de l'Ukraine, etc.** Pour compléter le tableau, il ne faut pas oublier qu'un **nombre important d'Ukrainiens étaient gardiens dans les Camps de concentration...** (Minute 27.01).

Nikita KHROUTCHEV rattache la Crimée à la République soviétique d'Ukraine

Bien évidemment quand l'Armée rouge est revenue en Ukraine, ça a été leur fête et les Russes ont été confortés dans leur idée que les Ukrainiens ne sont pas des « soviétiques » comme les autres.

Le 19 février 1954, **Nikita KHROUTCHEV** comme Commissaire politique, « Patron » de l'Ukraine avant de devenir « Patron » de l'Union soviétique, **a décidé de rattacher la Crimée à l'Ukraine. Ça n'avait à l'époque aucune importance, puisque l'oblast de Crimée et la République socialiste soviétique d'Ukraine étaient toutes deux sous le contrôle de l'Union Soviétique.**

En 1991, quand l'Union soviétique a « explosé », évidemment l'Ukraine comme toutes les autres Républiques soviétiques s'est retrouvée indépendante avec dans son escarcelle, la Crimée (Minute 29.30) qui était en définitive Russe. Les Criméens qui étaient Russes, qui parlaient russe, se sont donc retrouvés pris au piège. (Minute 30.45) Les régions du Donbass sont également des régions russes et la preuve en est que le célèbre mineur Alekseï STAKHANOV originaire du Donbass, avait été l'objet de la propagande russe pour la promotion du sacrifice personnel et de l'émulation entre travailleurs pour le bien du Parti. **Il est donc évident que les habitants du Donbass n'allaient pas voter pour leur maintien à l'Ukraine.**

Référendums dans les Républiques du DONBASS, les oblasts de DONETSK et de LUHANSK

(Minute 31.59) **C'est là où l'on retrouve les similitudes avec l'indépendance du KOSOVO, lors des événements de 2022 et la demande des Russes du Donbass d'être rattachés à la Russie... Les Populations du Donbass se constituaient en Républiques séparatistes en Ukraine...**

Vladimir POUTINE s'est empressé d'organiser des référendums qui ont abouti en faveur de la Russie.

Dès lors, quand la France et les Pays occidentaux ont fait valoir que ces référendums étaient illégaux et non reconnus au niveau international, ils ont fait preuve d'une attitude et d'un arbitraire ridicules ! Comment pouvaient-ils prétendre à une politique de « deux poids – deux mesures » (voir Kosovo plus haut) que Vladimir POUTINE a eu beau jeu de rappeler, en précisant que les référendums du Donbass étaient tout aussi légaux que l'avait été le référendum pour le KOSOVO...

Il en était de même du référendum non reconnu au niveau international dans la région autonome ukrainienne de **Crimée**, en grande partie ethniquement russe, après lequel la Crimée a été de facto annexée par la Russie le 18 mars 2014. Là encore il n'est pas inutile de rappeler une fois de plus les conditions dans lesquelles la Crimée avait été considérée comme Province ukrainienne par KHROUTCHEV : Voir les chapitres « **Droits de vote à l'ONU** » et « **Nikita KHROUTCHEV rattache la Crimée** ».

(Minute 33.50) Quand José Manuel BARROSO a été Président de la Commission européenne (2004-2014) – il était comme Ursula von der LEYEN aujourd'hui – il rêvait d'étendre son empire dans **une Europe dans laquelle les Européens ne se reconnaissent plus**. Il a mis le marché européen entre les mains de l'Ukraine et leur a imposé de choisir entre MOSCOU ou BRUXELLES... Il faut se souvenir que dans les années 2000, la Russie était exsangue et que le choix était simple. Un processus a donc été enclenché pour faire croire aux Ukrainiens qu'ils pourraient rentrer dans l'Europe sans problème.

Les Russes n'étaient pas dupes, mais n'avaient à ce moment-là pas les moyens de protester. (Minute 35.45) Comme POUTINE est un Homme politique pragmatique et avisé, il a considéré qu'il ne fallait quand même pas aller trop loin. Il fallait que l'Ukraine prenne en considération que la Russie l'aidait matériellement et économiquement. Qu'elle se souvienne que le gazoduc qui traversait le Pays constituait son unique source d'approvisionnement pour elle et pour l'Allemagne, avec au surplus un droit de passage substantiel comme revenu. (Minute 36.45)

Les Américains sont toujours dans les mauvais coups

Selon une observation du Général Pierre-Marie GALLOIS, la politique américaine dite du « Containment », c'est-à-dire de l'endiguement, consiste à placer tout autour de la Russie des places fortes. Pour l'Europe c'est l'Allemagne – les USA n'ont pas confiance en la France – la Turquie, Israël, le Pakistan, Taïpei, le Japon. Les USA mettent donc en place un « filet » pour encercler la Russie et l'empêcher de s'agrandir. Le but est d'enfermer l'Empire des Tsars, des Bolchéviques, la Fédération de Russie d'aujourd'hui. Cette politique du « containment » a toujours été mise en application pour faire pression sur la Russie. Une de ces pressions qui a été inventée par les USA et **l'OTAN, en dehors des points d'encrage cités... ! L'OTAN, cet organisme machiavélique et satanique qui DOIT ÊTRE DISSOUT !**

(Minute 41.28) On l'a vu plus haut, L'OTAN a été conçu au départ comme une organisation de défense. Elle n'a JAMAIS rien DÉFENDU, en revanche elle a toujours ATTAQUÉ ! L'OTAN se mêle de tout, partout. **L'OTAN est une organisation agressive dont le but premier est de supprimer la Russie.**

Après la Présidence de Leonid KOUTCHMA (Pro-Russe 1994-2005), l'Ukraine s'était assurée d'être dirigée par un autre Président pro-Russe en la personne de Viktor IOUCHTCHENKO (2005-02.2010) qui a entretenu une forte rivalité avec ses Premiers Ministres Ioulia TYMOCHENKO et Viktor IANOUKOVYTCH, suscitant une vague déception dans la Population. Il ne fût pas réélu.

Viktor IANOUKOVYTCH (2010-2014) lui a succédé. Mais une crise politique prolongée a débuté le 21 novembre 2013, lorsque **IANOUKOVYTCH a décidé de suspendre l'accord d'association de l'Ukraine avec l'Union européenne et de relancer le dialogue avec MOSCOU, choisissant plutôt d'établir des liens plus étroits avec la Russie et l'Union économique eurasiatique.**

Cette décision a donné lieu aux manifestations d'**Euromaïdan** fomentées par les Américains (*manifestations pro-européennes en Ukraine*) Ce mouvement a débouché le 22 février 2014 sur la révolution de la Dignité ou révolution de Février.

Abandonner les accords avec l'Union Européenne au profit de la Russie, était inacceptable pour les Américains qui sont alors intervenus ! Ils ont fait ce qu'ils savent faire le mieux, comme ils l'avaient fait en Iran en 1953 avec la chute du Gouvernement de Mohammad MOSSADEGH. Selon leur marque de fabrique, les Etats-Unis ont fomenté des troubles qui ont conduit à un coup d'État et Mme l'Ambassadrice des Etats-Unis à Kiev Mme **Victoria NULAND***** dont le langage diplomatique avait été relevé à l'époque « **Fuck the UE** » <https://swisscorruption.info/bernleaks/nuland-fuck-eu.pdf>, s'était vantée d'avoir dépensé **5 milliards de dollars, pour ce coup d'État...** ***Elle vient d'être virée (03.2024).

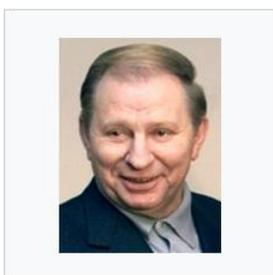
Ce coup d'État a conduit Viktor IANOUKOVYTCH à l'exil en Russie et à sa destitution par le Parlement. Il a été ensuite condamné par contumace en Ukraine. Oleksandr TOURTCHYNOV lui a succédé par intérim du 23 février au 7 juin 2014.

Les Américains prennent le pouvoir en UKRAINE

Petro POROCHENKO a été élu à la succession de IANOUKOVYTCH dont il avait été Ministre des Affaires étrangères.



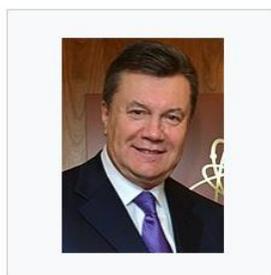
Leonid Kravtchouk
(1991-1994)



Leonid Koutchma
(1994-2005)



Viktor Iouchtchenko
(2005-2010)



Viktor Ianoukovytch
(2010-2014)



Petro Porochenko
(2014-2019)

Petro POROCHENKO est pro-Américain et avait soutenu la **révolution de Maïdan**

Ce mouvement s'est inscrit dans le contexte plus large du conflit russo-ukrainien et a **provoqué la guerre du Donbass**. Après la destitution de IANOUKOVYTCH par le parlement ukrainien en février 2014, le 20 février la guerre russo-ukrainienne a commencé lorsque les forces russes sont entrées en Crimée, l'ancienne République soviétique rattachée à l'Ukraine soviétique par **KHROUTCHEV**, comme on l'a vu plus haut.

Peu de temps après, des troubles pro-russes ont enveloppé les régions de l'est et du sud de l'Ukraine, en grande partie russophones, d'où Viktor IANOUKOVYTCH avait tiré l'essentiel de son soutien.

C'est à ce moment-là que le Président français **François HOLLANDE** et la Chancelière allemande **Angela MERKEL** ont proposé leur médiation d'où ont découlé sur les fameux accords de MAÏDAN qui ont en quelque sorte **figé la situation sur le terrain****** et ont renvoyé la solution du conflit « Russie – Ukraine » à plus tard. Il n'était pas question de ratifier le retour de l'Ukraine à la Russie. Il n'y avait plus de menaces contre la Russie, sauf qu'à ce moment-là d'autres mesures ont été prises contre la Russie, par la voie de **l'embargo... Une recette éculée des Américains, de l'ONU et de l'OTAN pour mettre des Pays à genou. Aucun embargo n'a jamais pu changer la nature des régimes ! Par contre, tous les embargos ont ruiné les Peuples auxquels ils s'appliquaient !**

De manière dramatique, les conséquences de l'embargo en Serbie étaient une ignominie et ça avait été pareil en Irak après la guerre du KOWEIT <https://swisscorruption.info/geneve-corruption/#onu> (Minute 46.10) L'embargo ne punit pas les membres des Gouvernements, mais le bon Peuple ! C'est dégueulasse !

Il est relevé que pour la France, les effets de l'embargo ont été curieux. La France avait des relations avec les Russes dans les domaines agricole et de l'armement. Dans le domaine agricole, de gros opérateurs français s'étaient installés en Russie à l'instar de Champagne céréales qui est la plus grosse coopérative céréalière d'Europe. Ils avaient des bureaux en Russie et ils exploitaient en Russie sur des terres louées.

Il y a eu le marché de deux « Mistral », des porte-hélicoptères d'une valeur de près d'un milliard d'Euros chacun, qui étaient en construction à Saint-Nazaire, pour lesquels les équipages et les ingénieurs russes étaient sur place et tout ce petit monde vivait en parfaite harmonie avec les ouvriers et les officiers français.

Et là François HOLLANDE a décidé de résilier le marché... Une décision qui mesure le niveau d'intelligence du Président, puisqu'évidemment les Russes ont demandé d'être remboursés de ce qu'ils avaient payé... Il en est résulté que les Russes sont partis et bien évidemment avec les plans des porte-hélicoptères dont ils disposaient... Dès lors, de clients pour la France, ils sont devenus concurrents. La France ne savait donc pas quoi faire de ces navires qui ont été proposés à l'Egypte qui elle, n'avait pas les moyens de les financer.

La construction navale militaire russe n'a jamais été abandonnée. Même dans les pires moments de son histoire, la Russie a toujours fabriqué des sous-marins nucléaires à raison d'un sous-marin tous les ans. La France de son côté en construit un tous les 15 ou 20 ans...

Dans les années 1990, les Russes se sont même payé le luxe d'envoyer un sous-marin qui a traversé le détroit du Bosphore au nez et à la barbe de tout le monde sans qu'il soit vu, et qui est allé faire surface au large des côtes américaine, afin de dire aux Américains, vous pouvez faire tout ce que vous voulez, nous, voilà ce que l'on est capables de faire...

Revenons à l'accord de MAÏDAN (MERKEL-HOLLANDE). Il n'a pas empêché l'Ukraine de continuer ce qu'elle faisait depuis un certain nombre d'années, de **bombarder les républiques sécessionnistes du Donbass. En 7ans de bombardement, il y a eu 16'000 morts !** Cette situation de « ni paix, ni guerre » entre les républiques sécessionnistes qui se sentaient appuyées parce qu'il y avait des volontaires russes qui étaient dans les armées du Donbass, a été rompue en février 2022.

Février 2022, comment a été rompue la paix entre l'Ukraine et la Russie et qui sont les VRAIS BÉLIGÉRANTS ?

Premier point : La paix a été rompue parce que les Ukrainiens se sont réarmés, ont eu des conseillers militaires, ont eu des livraisons d'armement et que d'ailleurs, ****** Angela MERKEL et François HOLLANDE ont expliqué que s'ils avaient signé les accords de MINKS, c'était pour gagner du temps pour réarmer l'Ukraine.**

Second point : le 17 février 2022 LES UKRAINIENS ONT ATTAQUÉ les Russes !

Les Russes ont RÉPLIQUÉ le 22 février 2022 !

LES UKRAINIENS ONT ATTAQUÉ LES PREMIERS !

Le 17 février 2022, est la date à laquelle l'armée ukrainienne a bombardé l'école maternelle russophone de Stanytsia Louhanska dans le Donbass. En représailles et pour défendre SES populations, la Russie de Vladimir POUTINE a lancé l'opération spéciale du 22 février 2022.

https://www.francetvinfo.fr/monde/europe/manifestations-en-ukraine/crise-en-ukraine-ce-que-l-on-sait-du-bombardement-d-une-ecole-dans-la-region-du-donbass_4968308.html

La première vague d'assaut des Russes quand ils sont entrés en Ukraine, était composée de 60'000 hommes (Minute 56.00) ce qui ne constitue pas une grande Armée. S'ils sont arrivés jusqu'à Kiev, ils se sont arrêtés. Tout le corps de bataille de l'Opération était au total de 150'000 hommes et même avec 150'000 hommes, il n'était pas possible d'envahir un Pays comme l'Ukraine. Ceci démontre bien que **la Russie n'avait pas l'intention de prendre le contrôle de l'Ukraine, mais bien de protéger la Population Russe en Ukraine.** Le but premier des Russes n'était pas d'aller à Kiev, mais bien de délivrer les Républiques sécessionnistes russophones et russophiles des provinces du Donbass. Ils se sont donc repliés.

Pendant ce temps-là, l'Occident s'est déchaîné. Le géant français de la bêtise **Bruno LEMAIRE** (voir son curriculum dans le Crime organisé), hormis bien entendu le pantin de service des ROTHSCCHILD Emmanuel MACRON, avait prédit que la Russie allait s'écrouler dans les 15 jours ou les 3 semaines, un narratif qui a du reste toujours cours de la part des généraux incompetents français (Gamelins de plateaux

moqués par STRATPOL) et dans la désinformation par la Presse mainstream corrompue... Les journalistes portent une lourde responsabilité dans la guerre en Ukraine, qu'ils vont devoir assumer !
<https://odysee.com/@STRATPOL:d?view=content> (contenu).

Le but de guerre de Poutine était de protéger et récupérer ses territoires considérés comme russes et les faire réintégrer à la Fédération de Russie, selon les mêmes principes appliqués par l'Occident comme on l'a vu avec le Kosovo.

(Minute 59.00) Rappelons que sur décision de la Commission européenne, **au nom de la Démocratie**, tous les Médias russes ont été interdits de parution (Russia today a mis 150 journalistes français au chômage du jour au lendemain).

Le coût du conflit dont l'OTAN doit assumer la responsabilité, au 9 février 2024 et selon l'Agence TASS, les Ukrainiens ont perdu :

- 510 avions
- 265 hélicoptères
- 12'137 drones
- 4'164 systèmes antiaériens
- 14'900 chars et autres véhicules blindés
- 1'218 lance-roquettes
- 8'000 pièces d'artillerie et mortiers
- 400'000 Estimation des morts avec une population bien inférieure à celle de la Russie

Pourtant, les médias mainstream occidentaux manipulateurs de l'Opinion publique, sur demande de l'État profond, avec les **ROTHSCHILD en tête** <https://swisscorruption.info/ukraine/#rothschild> **qui voulaient intensifier la guerre de l'information**, ont finalement dû communiquer :

- Offensive victorieuse de Kiev
- Annonce de la grande contre-offensive de juin 2023
- Aujourd'hui on avoue que sans envoyer des milliards en Armes, la guerre est perdue
- En réalité, sur le moyen terme, la propagande journalistique n'a pas empêché la Vérité d'être mise en lumière
- Aujourd'hui, la situation sur le terrain permet à la Russie de progresser
- Il est pratiquement certain que l'Ukraine ne récupérera jamais les Oblasts du Donbass et la Crimée, la Douma a intégré 4 républiques complémentaires dans la Constitution.

La Guerre – Une nécessité pour couvrir les crimes commis



En effet, notre voie actuelle, celle de l'absence d'action militaire, signifie que notre ordre mondial est mort sur pied. Je vous invite à déployer davantage de force contre la Russie et ses mandataires, à intensifier la « guerre de l'information » pour corriger l'opinion, notamment en ligne, et à envoyer des armes à nos amis en Ukraine. Sans l'Ukraine, l'ordre mondial pourrait ne pas survivre. »

Voilà à quoi travaille aujourd'hui Emmanuel MACRON, le BOY servile et ancien banquier des ROTHSCHILD ! Ce psychopathe veut tout simplement mettre l'Europe en guerre, pour servir les intérêts de la finance dépravée contrôlée par l'État profond, les Sionistes et les Nazis ! <https://swisscorruption.info/confederation-ch/#onu1>

Les ROTHSCHILD, au même titre que les ROCKFELLER, SOROS et autres gestionnaires de fortunes, à l'instar des trois fonds principaux d'investissements cités ci-dessous, ont bâti leurs fortunes en grande partie par l'escroquerie de USD 3'700 milliards qu'ont généré l'extinction des puits de pétrole au KOWEIT

<https://swisscorruption.info/introduction> et la vente des brevets en 1992 à Rio de Janeiro, **sous le contrôle du Conseiller fédéral Flavio COTTI** https://swisscorruption.info/pdc/#trade_rio.

Les principales banques impliquées dans l'escroquerie et le blanchiment des royalties, grâce à la complicité criminelles des Gouvernements respectifs qui endossent aussi la responsabilité, ont été les suivantes (les connexions ressortent du fichier <https://swisscorruption.info/ch2/rc-tpi>) :

Banque Populaire Suisse (BPS/SVB) Rachat par CREDIT SUISSE en 1993

Société de Banques suisses (SBS/SBV) fusion en 1997 avec UBS

CREDIT SUISSE – Schweizerische Kreditanstalt – Credit Suisse First Boston (CS/SKA CSFB), etc.

Union de Banque suisse (UBS/SBG) <https://swisscorruption.info/credit-suisse>

ABN AMRO Bank

Al Bank ALWATANI (National Bank of Koweit – NBK)

Arab Bank Switzerland

Banque du Gothard

Bank Leu

Bank of America (BankAmerica)

Bank Julius Baer

Bank of Kuwait & Middle East

Banque Nationale de Paris

BNP Los Angeles

BNP Luxembourg

BNP Paribas

Banque SCS Alliance SA Petit-Lancy - MOTTU

BCCI – Collaborait avec UBS SA

BMB Investment Bank

Brown Brothers Harriman Co

Cedel Clearstream

Chase Manhathan Bank

Citibank / City Corp.

CLEARSTREAM <https://swisscorruption.info/clearstream>

Crédit Agricole – CALYON

Crédit Lyonnais

Darrier & Hentsch

Dexia (antérieurement Crédit Local de France et Crédit Communal de Belgique)

Dumenil Leble SA

Euroclear

European Financial Group EFG

Federal Reserve

First Home Bank Caïmans

First Interstate New York

HSBC – **Appendice 06**

Lombard Odier

Midlbank

Pictet et Cie <https://swisscorruption.info/luescher>

Republic National Bank of New York (HSBC) <https://swisscorruption.info/swissleaks> et

<https://swisscorruption.info/moneyplane>

Rivunion (banque de blanchiment et détournements de ELF)

Royal Bank of Canada

Royal Trust of Toronto

SAFRA – **Appendice 06**

Standard Chartered Bank

SUEZ Group

UNIGESTION – **Appendice 06**

Wilmer Cutler Pickering

À ce jour (04.2024), plus de **32'000 sociétés** (banques, industrie, services, etc.) ayant contribué à l'escroquerie et au blanchiment des royalties, sont recensées dans notre base de données.

Les Fonds d'investissement (la panacée du blanchiment d'argent) :

BlackRock



Larry Fink *Chairman and Chief Executive Officer*
Fondateur de BlackRock



Rob Kapito
President
Fondateur de BlackRock



Philipp Hildebrand
Vice Chairman
Ex-BNS



Laurence Douglas (Larry) FINK Président de BlackRock reçu par Emmanuel MACRON à l'Elysée en 2009

Qui est Laurence Douglas (Larry) FINK ?

Né le 2 novembre 1952, à la fin de ses études, il est entré au service de **Credit Suisse First Boston** à New York où il a participé à la mise en place du marché des « **titrisation** », une technique financière qui contribue à ruiner des millions de personnes. À 29 ans, il était le plus jeune directeur de l'histoire de la banque. Il a quitté **CSFB** en 1988 après avoir occasionné des pertes colossales à la Banque, pour fonder **BlackStone** avec Robert S. KAPITO. En **1995** (levée des séquestres sur les royalties), Fink a créé la filiale **BlackRock** spécialisée dans les activités de gestion financière. **Manifestement ses liens avec CREDIT SUISSE étaient restés serrés...**

BlackRock est l'une des trois plus grosses sociétés de gestion d'actifs et d'investissements au monde avec près de 9'500 milliards de dollars américains sous gestion en 2023. Depuis cette année, il **détient 5 % du capital d'UBS (CREDIT-SUISSE et des banques miroirs) voir lien ci-dessous...**

Credit Suisse First Boston a été une des banques pionnières dans l'escroquerie et le blanchiment des royalties. **Banques miroirs** sur <https://swisscorruption.info/credit-suisse>. Rainer E. GUT avait initié l'escroquerie des royalties en complicité avec Ernst & Young, qui avait mis en place des « sociétés coquilles » <https://swisscorruption.info/societes-ecrans> (voir la carte des signatures). Rainer E. GUT était Président de CREDIT-SUISSE, avant de devenir Président de NESTLÉ...

Il faut se souvenir aussi qu'Emmanuel MACRON, alors collaborateur de ROTHSCCHILD, ami de Peter BRABECK (successeur de Rainer E. GUT à la tête de NESTLÉ), a été un intermédiaire de poids, dans la reprise de PFIZER par NESTLÉ. LONDRES, 23 mai 2014.

*Swissinfo.ch 4 mai 2017 : A l'époque **banquier chez Rothschild & Cie, [Emmanuel MACRON]** le candidat à l'élection présidentielle a conseillé Nestlé pour le rachat de la division nutrition de Pfizer. Une opération réalisée grâce à ses liens avec l'ex-patron du groupe suisse Peter Brabeck. Le documentaire « Off investigation » remet sur le devant de la scène le mystère qui entoure la potentielle méga commission jamais déclarée par Emmanuel Macron lorsqu'il était banquier d'affaires chez Rothschild. Un méga deal à 12 milliards de dollars signé en avril 2012 où l'influence du jeune Macron fut décisive pour convaincre la direction de Nestlé de payer le prix fort. Selon le site américain « Marge and acquisition source », les banques d'affaires perçoivent en moyenne entre 0,5% et 1.5% des « deals » supérieurs à 500 millions d'euros. Appliqué au « deal » Pfizer/Nestlé, ce ratio aurait donné droit à une commission pour Rothschild and co de 45 à 135 millions d'euros, donc au moins 30 % pour MACRON qui n'a déclaré que quelques centaines de milliers d'Euros.*

Reuters 23 mai 2014 - BlackRock, principal actionnaire d'AstraZeneca, souhaite que le groupe pharmaceutique britannique renoue des discussions avec Pfizer pour aboutir à un rachat par son concurrent américain...

Ces deux derniers points nous démontrent que ces gestionnaires de patrimoines, au-delà d'escroquer et de blanchir l'argent des royalties, ont pris le contrôle de deux sociétés de fabrications de vaccins, qui ont été missionnées pour tenter de provoquer le plus gigantesque génocide de l'histoire de l'Humanité et ceci avec la participation active des gouvernements corrompus. Heureusement elles ont échoué et les preuves sont données aujourd'hui qu'il ne s'agissait pas de vaccins, mais d'expérimentations sur des humains en trompant les populations ! Ces sociétés ont été délogées de toute responsabilité par nos Gouvernement MAFIEUX !

Larry FINK est en outre membre du **Council on Foreign Relations (CFR)** officiellement un groupe de réflexion dont les 84 membres inscrits dans notre base de données dénotent l'enjeu des crimes financiers perpétrés par le groupe, en particulier dans l'escroquerie et le blanchiment des royalties. Il figure en outre au RC de la société **World Economic Forum** à **Cologny GE (DAVOS)** présidée par le **Gourou Klaus SCHWAB**.

Rappelons que quand il a dû quitter la **Banque Nationale Suisse** pour soupçons de délits d'initié, le **Président de la BNS Philipp HILDEBRAND** a rejoint **BlackRock** en qualité de vice-Président. Selon notre base de données, il est évident que pour la Suisse, la BNS et ceux qui ont gravité autour, ont blanchi une partie importante des royalties escroquées.

Vanguard

À fin avril 2023, Vanguard Group annonçait gérer plus de 8'200 milliards de dollars américains d'actifs investis pour le compte de plus de 30 millions d'investisseurs.

En 2022, Vanguard est devenu membre fondateur de la Global Parity Alliance du **Forum économique mondial**, un groupe intersectoriel d'entreprises engagées à faire progresser la DEI (Diversité, Équité & Inclusion) (sic !).

Roger BOOTZ, Responsable de Vanguard pour la Suisse et le Liechtenstein, a été actif chez UBS au niveau de l'Europe, chez **Deutsche Bank** en Allemagne et **EMEA** et pour **STOXX (Deutsche Börse qui est propriétaire de CLEARSTREAM)** <https://swisscorruption.info/enemis/#clearstream>

Les liens de Roger BOOTZ dans notre base de données, mettent en évidence l'implication d'individus liés à la Bourse suisse (SIX – SWX), la DEUTSCHE BÖRSE / DEUTSCHE BANK et leurs diverses sociétés de blanchiment, dans le blanchiment des royalties...

State Street

À fin décembre 2023, les actifs sous gestion de State Street s'élevaient à 4'128 milliards de dollars. Le Temps relatait dans un article du 30 juin 2000, que **l'AVS faisait partie des Client de State Street**.

Le **Président de State Street, Ronald P. (Ron) O'HANLEY**, semble être au cœur des sociétés de blanchiment des royalties, il apparaît dans McKinsey, dans la Federal Reserve Bank of New York <https://swisscorruption.info/moneyplane>, Bank of New York / BNY Mellon, BNY Mellon Investments Switzerland GmbH Zürich, etc.

Les individus inscrits dans les registres du commerce dans les différentes sociétés de State Street, apparaissent également dans de nombreuses sociétés qui ont contribué à escroquer et à blanchir les royalties, à l'instar de la **RNB Republic National Bank of NY** <https://swisscorruption.info/swissleaks> **HSBC**, **Safra Sarasin**, **BNS**, **ZKB**, **LGT (Liechtenstein)**, tout ce qui est lié à **Deutsche Bank**, **Clearstream**, **Dresdner Bank**, la **BRI**, **Bank of America**, **Barclays**, **Rothschild**, **Merrill Lynch**, **Morgan**, **Chase**, **Citybank**, **Goldman Sachs**, **Wells Fargo**, **Brown Brothers Harriman**, **Salomon Brothers**, **UBS (SBG - UBS)** <https://swisscorruption.info/credit-suisse> (voir lien BLOCHER), **Credit Suisse (dont BPS, CSFB)**, **Swisscanto**, **UBP**, **Leu**, **Vontobel**, **Syz**, **Banque Worms**, **Schroder & Co**, **VALIANT**, **Coutts & Co (von Ernst)**, **Lombard Odier**, **DZ Privatbank**, **SG Rüeegg Bank**, **Pictet**, **TradeXBank**, **Julius Baer** (épouse de l'ex CN PLR Christian LUESCHER <https://swisscorruption.info/luescher>, **Swiss Re**, **SWX**, **SIX**, **Eurex**, (bourse suisse), **ROLEX** <https://swisscorruption.info/mottu>, **Jacobs**, **Pfizer**, **Monsanto**, **Santander**, **Credit Agricole**, **Indosuez**, **BNP Paribas**, **ABN AMRO**, **NORMURA**

Bank, où l'on retrouve les auteurs du scandale **ARCHEGOS (Credit Suisse)**, HINDUJA, KENDRIS, etc. Relevons les banques privées Swissfirst Bank, Bellevue Group, dont les scandales avaient fait la une de la Presse, alors que le **Ministre suisse de la Justice Christoph BLOCHER** était lui-même lié à l'escroquerie des royalties <https://swisscorruption.info/blocher> quand il était Administrateur d'UBS.

C'est probablement ce qui l'avait amené, dans le documentaire qui lui était dédié, à déclarer que « **c'est difficile de faire un film sur une homme qui a trop de secrets** » :

<https://swisscorruption.info/blocher/#secrets>

Christoph BLOCHER a contribué à escroquer des centaines de milliards, dont des dizaines pour ses propres besoins, afin de financer la construction de **117 usines en Chine...**

<https://swisscorruption.info/blocher/#chine>.

Il n'est pas inutile de relever aussi les fonds de placements **Complementa AG à St Gallen et Vaduz et Bonsai Investment AG (ex Bankers Trust AG)...**

Mais ce qui est beaucoup plus grave, est le fait que les Réviseurs sont également aux RC de sociétés liées aux fonds de placements cités ci-dessus et dans beaucoup d'autres, à l'instar de PriceWaterhouse, d'**Ernst & Young**, KPMG, BDO, <https://swisscorruption.info/societes-ecrans>



Eidgenössische Bankenkommission
Commission fédérale des banques
Commissione federale delle banche
Swiss Federal Banking Commission



finma

Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers

Selon son Site, la FINMA a pour mandat légal de protéger les clients sur les marchés financiers – créanciers, investisseurs et assurés – et le bon fonctionnement de ces marchés. Par son activité de surveillance, la FINMA contribue à renforcer la compétitivité et la réputation de la place financière suisse. Elle satisfait à cette exigence en poursuivant ses objectifs avec cohérence et selon des critères professionnels, adoptant à cet effet une approche indépendante, crédible, orientée sur les risques, **conforme au cadre légal** et en lien avec des instances tant nationales qu'internationales.

On va voir ci-dessous, qu'en réalité la FINMA, en complicité avec le Conseil Fédéral, travaille à l'encontre de ses objectifs, pour protéger le CRIME ORGANISÉ.

Face à l'avalanche de problèmes qui, depuis 2008, se sont abattus quasiment en même temps sur la place financière suisse, le Conseil fédéral a voulu faire croire qu'il allait se doter de mesure pour assurer le cadre réglementaire dont notre économie a besoin. Le Conseil Fédéral a voulu faire croire qu'il souhaitait identifier les problèmes liés aux marchés financiers, mais nous allons comprendre qu'il ne s'agit là, que d'un enfumage, d'une tromperie envers les investisseurs et de la Population.

Dans son stratagème trompeur, le Conseil Fédéral s'est doté d'un **Comité consultatif « Avenir de la Place financière »** pour dresser une vue d'ensemble de la politique en matière de marchés financiers.

Les abus dans les milieux financiers n'étonnent plus personne, tant les dérives sont intolérables, sans qu'elles ne suscitent une quelconque réaction des Institutions pénales du Pays.

Le 28 mars 2024, Le quotidien Le Temps révélait que le CEO d'UBS SA, **Sergio ERMOTTI**, avait gagné en 2023, CHF 14,4 millions, ce qui correspond à un **salaire quotidien**, pour les jours réels de travail, de plus de **CHF 62'600.-**.

Il est légitime de se poser la question de savoir ce qui justifie un tel salaire... Au travers d'UBS, de CREDIT SUISSE et des centaines de sociétés qui gravitent autour, Sergio ERMOTTI a la responsabilité de préserver l'impunité de milliers de CRIMINELS qui ont placé le produit de leurs CRIMES dans les sociétés du Bankster précité. **On comprend alors que pour tous les Bankster qui évoluent sur la place financière suisse, ils ne vont pas prendre le risque de dizaines d'années de prison, pour des peanuts !** Un coup d'œil au fichier <https://swisscorruption.info/ch2/rc-tpi> et sur le lien CREDIT-SUISSE <https://swisscorruption.info/credit-suisse> est très instructif à ce niveau.

Le Conseil Fédéral à la tête du CRIME ORGANISÉ.

Il faut donc revenir sur le **Comité consultatif « Avenir de la Place financière »...** Il est formé de **18 membres** dont la grande majorité sont directement impliqués dans l'escroquerie et le blanchiment des royalties. Qui sont ils :

1. BERGER Urs – 38 sociétés dans notre base de données liée au blanchiment (Lien rc-tpi)
2. BIGLER Hans – ex-Conseiller National PLR Zürich
3. BRANSON Mark – ex-Président de la FINMA, CFSB, UBS, Credit Suisse Group, etc.
4. BRUNETTI Aymon – Aucune mention dans notre base de données
5. DE SWAAN Tom – Royal Bank of Scotland (ABN AMRO) Zürich Assurances, Avenir Suisse, etc.
6. EMMENEGGER Susan – **FINMA**
7. FRICK David P. – CREDIT SUISSE, NESTLÉ, Aéroport de Genève, ALLIANZ, etc. 16 sociétés
8. GASSER Jörg – Ex-Secrétaire général du DFJP <https://swisscorruption.info/mpc/#procs>
9. HUG Adrian – Directeur de l'Administration fédérale des Contributions...
10. LAMPART Daniel – Union Syndicale Suisse
11. LINDENMANN Jürg – Directeur suppl. au DFAE Département clé dans le blanchiment des royalties
12. MADER Luzius – Directeur suppl. à l'OFJ (Michael LAUBER – J-L VEZ – voir lien ci-dessus)
13. NEESE Martin – GLENCORE (Marc RICH), <https://swisscorruption.info/usa/#rich>
QUANTUM <https://swisscorruption.info/pdc/#metzler>, etc.
14. OBERLIN Beat – UBS, **(SBG - UBS)**, AAM Banque Privée SA (ex-ATAG Asset Management), etc
<https://swisscorruption.info/credit-suisse> - <https://swisscorruption.info/blocher>
15. ODIER Patrick – Multitude de banques privées impliquées dans le blanchiment, Economiesuisse
16. SCHEIDEGGER Eric – SECO, Rotary, etc.
17. WEBER Axel – Bankster professionnel UBS Présent dans les sociétés miroirs (voir lien CS)
18. ZURBRÜGG Fritz – BNS, Centre d'Etudes monétaires aux côtés d'une palette d'individus impliqués dans l'escroquerie des royalties, à l'instar **Philipp HILDEBRAND** (BlackRock, Mario CORTI (Swissair), Georges BLUM (132 inscription dans notre BD) Président de la Société de Banques suisses (SBV/SBS) <https://swisscorruption.info/credit-suisse>, Administrateur de la société miroir de SWISSAIR à Zürich, mais enregistrée à Londres (voir le fichier rc-tpi **GB-00F.C.004.084-0**) où **l'on retrouve le gratin de la corruption en Suisse, impliqués dans l'escroquerie des royalties !**

Hormis le Président de ce « Conseil consultatif » et un membre, tous les autres ont participé directement ou indirectement à l'escroquerie et au blanchiment des royalties. Cette situation nous démontre formellement que **le Conseil Fédéral**, depuis trois décennies maintenant, **a tout mis en œuvre pour que les auteurs de l'escroquerie restent impunis**. Une impunité d'autant plus recherchée, que tous les membres du Conseil fédéral depuis ce moment-là, mais aussi la plupart des Parlementaires et Hauts Fonctionnaires, ont été complices de ce CRIME ! Il faut une fois de plus rappeler qu'il est question d'une escroquerie de quelque USD 3'700 milliards en 1992 et après la levée des séquestres en 1996 et que la **valeur du blanchiment à ce jour, est estimée à l'International à plus de CHF 77'729 milliards !** Détails sur le lien <https://swisscorruption.info/responsabilites/#facture>

Rappelons aussi que **cette gigantesque escroquerie cause un préjudice considérable pour les Caisses de l'État en Suisse et ailleurs – le blanchiment échappe à l'impôt –** et que ce sont des centaines de milliards dont l'État a été privé, alors que les VOYOUS qui nous dirigent prétendent pour la Suisse, de ne pas avoir les ressources pour financer la 13^e rente AVS ou le plafonnement des primes maladie...

La France est en révolte non seulement avec les Agriculteurs, mais dans tous les domaines les populations des classes moyennes et inférieures n'ont plus les moyens de vivre. Quant au Président MACRON et sa clique de voleurs – ses prédécesseurs ont fait la même chose - ils s'en mettent plein les poches après avoir volé le patrimoine national <https://swisscorruption.info/france>. Il faut se souvenir de Toulouse et de l'explosion de l'usine AZF <https://swisscorruption.info/france/#azf> le 20 septembre 2001 et constater que le Gouvernement de Jacques CHIRAC n'était certainement pas étranger à cet accident puisque tout démontre qu'il avait délégué son **Ministre FABIUS sur place pour contrôler les opérations**. Aujourd'hui **Laurent FABIUS est Président du Conseil constitutionnel (sic !)**. Et ce n'est pas mieux dans les autres Pays d'Europe, à commencer par l'Allemagne.

Dans un État de Droit, l'ensemble du Monde politique serait arrêté et mis hors d'état de nuire au Peuple souverain sur le champ et si les Institutions judiciaires ne fonctionnent pas, l'Armée interviendrait pour défendre la Constitution. Mais en Suisse, OUPS, le **Chef de l'Armée et Commandant de Corps Thomas SÜSSLI est un ex-banquier d'UBS à Bâle, de CREDIT SUISSE à Zürich et Londres et de Vontobel à Zürich et Singapour**. Il a évolué dans toutes les grandes places financières liées au blanchiment des royalties. Au surplus, depuis la guerre en Ukraine, rappelons que Thomas SÜSSLI souhaite un rapprochement avec l'OTAN, ce qui démontre sa détermination de soutien au sionisme et au nazisme.

Comme quoi le Gouvernement fédéral, en l'occurrence Viola AMHERD, a mis en place tous les pions (corrompus) qui vont permettre de préserver l'impunité des criminels. Même l'Armée aux mains du Crime organisé, ne viendra probablement pas sauver la Constitution, l'État de Droit et la Démocratie.

La situation est la même sur le plan européen et le front de l'Europe contre la Russie, les provocations incessantes tout particulièrement de la France, pour tenter de lancer la troisième guerre mondiale, met en évidence la nécessité pour nos Gouvernements corrompus, de lancer un conflit qui détournera l'attention de l'Opinion publique loin des CRIMES qui ont été commis. On reconnaît en MACRON, le laquais des ROTHSCHILD selon ce que l'on a vu plus haut : « **Déployer davantage de force contre la Russie, intensifier la guerre de l'information pour corriger l'Opinion publique, car sans l'Ukraine, l'ordre mondial pourrait ne pas survivre** »...

On constate donc que les Médias sont une part importante de la désinformation voulue par l'État profond et que ces derniers travaillent contre leurs Devoirs constitutionnels !

Ce n'est certainement pas un hasard si Alain BERSET, Conseiller fédéral responsable de la crise COVID de 2012 à 2021, est candidat au poste de **Secrétaire général du Conseil de l'Europe**. La venue d'Emmanuel MACRON en Suisse les 15 et 16 novembre 2023 était une motivation de l'Opinion publique pour promouvoir cette nomination. Notons au passage qu'Alain BERSET a déjà sa page sur le Site du **World Economic Forum...** <https://www.weforum.org/people/alain-berset/>

Les Gouvernements d'Europe y compris la Suisse, ont joué un coup d'essai du contrôle des Populations avec le COVID. Ils ont fait face à un échec et c'est la raison pour laquelle ils veulent maintenant verrouiller les situations qui leur ont échappé. **En mai 2024**, le nouveau traité international sur les pandémies et l'amendement du Règlement sanitaire international **seront soumis au vote de l'Assemblée mondiale de la santé**. S'ils sont adoptés, ils auront de lourdes conséquences pour la Suisse et ses citoyens, mais dans tout le monde aussi. **On peut être certains qu'en cas d'acceptation, nous allons faire face à de véritables génocides !** <https://www.youtube.com/watch?v=Qs3oGgSfwfA>

À ce stade, il est important de rappeler que le Conseil fédéral a garanti l'immunité totale à la GAVI, dans le dos du Peuple... <https://swisscorruption.info/gavi>. La GAVI est financée à 85 % par des fonds privés et le Principal donateur en est **Bill GATES, dont les abus au détriment des populations sont notoirement connus**.

De l'Europe aux USA, en passant par le Canada, les dirigeants des Gouvernements ont tous démontré leur **allégeance à l'État profond** <https://swisscorruption.info/deep-state> et pour la Suisse, **Alain BERSET a démontré sa capacité à contenir l'Opinion publique**. C'est une raison qui justifie pour le Gourou Klaus SCHWAB, de le faire élire comme Secrétaire général du Conseil de l'Europe. Au surplus, il échapperait à toute responsabilité pour les conséquences des décisions COVID qu'il a prises en Suisse.

On dit qu'il faut toujours suivre la piste de l'argent ! Si la Suisse a été depuis très longtemps un refuge de capitaux, un poids économique qui nous a permis d'offrir à notre Population un niveau de vie parmi les meilleurs au monde, c'était à l'époque où la haute finance faisait encore preuve d'une certaine éthique.

Or, depuis trois décennies – depuis l'escroquerie des royalties – nos Banksters et autres gestionnaires de patrimoines (c'est la même chose ailleurs dans le monde) ont perdu toute notion d'éthique et de morale. Les explications données sur le **rachat de CREDIT-SUISSE par UBS** pour blanchir des centaines de milliards au travers de **Sociétés miroirs** <https://swisscorruption.info/credit-suisse> en est une démonstration évidente.

C'est un devoir aujourd'hui pour le Procureur de la Cour Pénale Internationale, d'ouvrir une enquête contre tous les Banksters (personnes physiques et personnes morales) qui ont contribué à l'escroquerie et au blanchiment des royalties. Bien évidemment, il faut inclure dans ce contexte toutes les personnes physiques et morales qui ont ou ont eu des fonctions d'une quelconque manière avec la gestion de patrimoines (Avocats, Notaires, Fiduciaires, Fonds de gestion, etc.)

Mais ça ne doit pas s'arrêter là. Tous les membres des Gouvernements et avec rétroactif, qui ont prêté leur concours à ces CRIMES, quelle qu'en soit la manière (entraves à l'action pénale, dénis de justice, abus d'autorité, complicité de crime organisé, etc.) doivent également être poursuivis.

Pour les Banksters, les établissements doivent voir leurs licences d'exercer retirées jusqu'au moment où les Victimes auront été indemnisées en intégralité et d'un commun accord.

Les membres des Institutions judiciaires qui ont prêté leur concours à ces crimes et ont fait allégeance à une Organisation du Crime, doivent être destitués sans délai et poursuivis pénalement. Ils doivent dès lors être interdits d'accès à tout emploi en lien avec la Justice.

Nous sommes tout particulièrement les **Victimes suisses** de cette Mafia judiciaire qui a prêté allégeance au Crime Organisé et en qualité de **Victimes et Lanceurs d'alertes nous en avons payé le prix fort**. Les deux soussignés aux côtés de Gerhard ULRICH Président de l'Association des Victimes de la justice Appel au Peuple et Gil BEURET, nous totalisons à nous quatre plus de **18 ½ de privation de liberté**. Des condamnations abusives, comme on peut le voir dans les liens suivants, juste pour couvrir les crimes de Banksters, de juges, de politiciens et d'avocats :

<https://swisscorruption.info/burdet>
<https://swisscorruption.info/daniel-conus>
<https://swisscorruption.info/jakob-gutknecht>
<https://swisscorruption.info/merinat>
<https://swisscorruption.info/rathgeb-rennaz>
<https://swisscorruption.info/birgit-savioz>

Aujourd'hui encore, les Autorités judiciaires poursuivent leurs actions comme membres du Crime organisé, dorénavant en nous interdisant notre Droit fondamental d'ester en Justice, sur la base d'arguments fallacieux, dans le seul but, là encore, de couvrir les crimes de collègues ou autres membres de la « Mafia d'État » <https://swisscorruption.info/mafia>. On constate du reste que c'est jusqu'au plus hautes instances de l'Institution judiciaires, que la corruption est de mise <https://swisscorruption.info/mpc> et <https://swisscorruption.info/lauber>.

Exemples de décisions judiciaires abusives :

Tribunal fédéral suisse :	15.11.2023 Futures demandes resteront sans suite / Courrier du 07.11.2023 https://swisscorruption.info/merinat2/2023-11-15_tf_sans-suite.pdf
Ministère Public Fribourg :	04.10.2023 Fabien GASSER – Décision de principe sur qualité pour agir 16.10.2023 Recours https://swisscorruption.info/confederation-ch/#2023-10-16
TC Fribourg Tribunal Fédéral	2024-02-22 SCHNEUWLY – Interdiction d'ester en justice CONUS Recours https://swisscorruption.info/conus/2024-04-05_tf_recours-ester.pdf
TC Fribourg Tribunal Fédéral	2024-03-13 SCHNEUWLY – Interdiction d'ester en justice BURDET Recours doit être déposé avant le 06.05.2024 et sera mis en ligne sur https://swisscorruption.info/merinat2/2024-04-26_tf_recours-ester.pdf

Cette situation nous démontre qu'à partir du moment où les Autorités judiciaires comprennent qu'elles sont prises dans le piège de leur complicité au Crime organisé et qu'elles n'ont plus d'arguments pour contrer les recours qui sont déposés, elles usent de subterfuges pour empêcher le Justiciable d'agir en Justice... **Une Oligarchie de Criminels s'est ainsi substituée à l'État de Droit !**

Puissance du Crime organisé

Pour garder le contrôle sur le Peuple suisse, les Pouvoirs politiques ont toujours prétendu que nos Institutions étaient formées de trois Pouvoirs : Législatif, Exécutif et Judiciaire. Or, c'est une tromperie, puisque **l'Institution judiciaire, non élue par le Peuple**, n'est dans les faits, qu'une simple Autorité SOUMISE aux Pouvoirs politiques. **IL N'Y A PAS DE S'PARATION DES POUVOIRS...** Le lien suivant en est une confirmation sans équivoque : <https://swisscorruption.info/mafia/#servilite>

Comprenons ainsi que les Autorités judiciaires ne sont pas un « pouvoir » dont les membres seraient élus par le Peuple souverain, selon la définition sur <https://swisscorruption.info/confederation-ch/#3e>, mais qu'ils ne sont que des « Fonctionnaires » assermentés qui devraient jurer allégeance au Peuple, mais qui dans les faits sont les serviteurs dociles du monde politique qui décide des jugements à rendre !

Les mesures citées plus haut doivent contribuer à assainir des Institutions qui sont complètement corrompues et elles permettront aussi aux Caisses des États d'être renflouées. Il en résultera pour les Peuples, de retrouver des États sains, capables d'offrir des prestations d'état, des revenus et un pouvoir d'achat qui permettra à chacun de vivre dignement. Il en résultera aussi, assurément, une sérénité qui contribuera au bien-être de chacun.

Notre économie est basée sur le « capitalisme » et pour veiller à ce que les règles soient respectées, l'État a mis en place des contrôles pour veiller à ce que les transactions financières ne contreviennent pas aux objectifs fixés dans la Loi. La **FINMA et les Réviseurs** à qui certaines tâches sont déléguées, auraient dû être les garde-fous contre le Crime organisé.

Or, force est de constater que la FINMA dont les membres sont partie du Crime organisé depuis des décennies, a failli à son devoir, avec la bénédiction du Conseil Fédéral qui supervise les CRIMES. Il en est de même pour les réviseurs qui, comme on le constate dans l'escroquerie des royalties, ont contribué à planifier les transactions liées à l'escroquerie et au blanchiment. On peut s'en convaincre par le lien <https://swisscorruption.info/societes-ecrans>, par lequel on constate que Ernst & Young a contribué à fournir des sociétés coquilles, pour escroquer les royalties, en complicité avec la Société de Banque Suisse, CREDIT SUISSE, etc. et les Notaires de l'Étude Pierre MOTTU à Genève (Notaire aussi de ELF sous contrôle du Gouvernement Français à l'époque) <https://swisscorruption.info/mottu>.

Les sept grands réviseurs (EY, KPMG, PwC, BDO, DELOITTE, REVISUISSE, ARTHUR ANDERSEN (dont seules les sociétés en Suisse ont subsisté après la faillite aux USA, parce qu'elles étaient très impliquées dans le blanchiment des royalties), n'ont pas été les seuls à contribuer à l'escroquerie des royalties. Parmi les plus importantes, on trouve aussi BERNEY & Associés dont les Administrateurs sont proches de MOTTU, FIDUCONSULT dont le Conseiller National Urs SCHWALLER était Administrateur, etc.

Ainsi, quand les Organes de révision ou de contrôle des marchés financiers ont une telle indépendance qu'ils peuvent travailler à l'encontre de leurs devoirs, pour contribuer à ALIMENTER LE CRIME ORGANISÉ, ces établissements doivent être dissous sans délai. D'ores et déjà, nous formons nos réserves civiles à leur encontre et contre leurs membres et collaborateurs, pour les CHF 77'609 milliards (la facture finale pourrait être 3 à 5 fois supérieure) selon notre facture au 31 mars 2024 citée plus haut et accessible sur <https://swisscorruption.info/responsabilites/#facture>.

Nous avons compris que tous les Gouvernements d'Europe sont compromis dans l'escroquerie et le blanchiment des royalties. Mais l'un des principaux Gouvernements qui ne doit pas échapper à la responsabilité requise, reste les USA <https://swisscorruption.info/usa> depuis George H. W. BUSH jusqu'à nos jours (à l'exception du Gouvernement TRUMP), puisque tous les transferts liés à l'escroquerie et au blanchiment se sont effectués en Dollars sous la responsabilité des USA, avec la bénédiction des Autorités compétentes, sous la responsabilité de Patrick DAWSON, responsable de la DEA pour la France... <https://swisscorruption.info/usa/#dawson> et <https://swisscorruption.info/dea/#dawson>

C'est sur invitation de **Patrick DAWSON**, que **Joseph FERRAYÉ** avait failli être assassiné dans les bureaux de la DEA à Paris... voir le dernier lien précité.

Qu'il s'agisse des Pays et des Gouvernements d'Europe occidentale ou des Etats-Unis, Canada, Singapour, Australie ou tout autre Gouvernement impliqué depuis 1992, nous déposons également des réserves civiles à l'encontre des personnes physiques et morales impliquées, solidairement entre elles pour les 77'609 milliards cités plus haut.

Il est important de rappeler que cette escroquerie a contribué à placer des populations entières en situation de précarité.

Beaucoup ont donné leur vie pour avoir voulu contrer les escrocs au sein même des États, selon le principe *qu'un Etat a des intérêts qui sont reliés par d'autres Etats* »...

Sur le plateau de « Sans aucun doute – TF1 », Me Gilbert COLLARD parlait de « *la plus grande escroquerie du siècle, escroquerie incroyable, enjeu colossal ; on ne joue plus avec des rigolos, on joue avec de vrais tueurs, des hommes prêts à tout sous prétexte qu'un Etat a des intérêts qui sont reliés par d'autres Etats* » <https://swisscorruption.info/sans-aucun-doute>

Rappelons que pour ne pas avoir toléré la corruption qui avait cours dans son Gouvernement sous la Présidence de François MITTERRAND et pour avoir voulu y mettre un terme, le Premier Ministre Pierre BÉRÉGOVOY l'a payé de sa vie et a été « **suicidé** » le **1er mai 1994**, sur le bord d'un canal de la Nièvre <https://swisscorruption.info/app14>.

Il en a du reste été de même de Daniel LEVAVASSER, retrouvé pendu en montagne en 2003, le matin même où il avait donné rendez-vous à Joseph FERRAYÉ pour lui remettre un dossier prouvant l'escroquerie d'une partie des royalties <https://swisscorruption.info/app08>.

Réserves civiles

Le lien <https://swisscorruption.info/responsabilites> fournit les raisons qui justifient le dépôt de réserves civiles délictuelles, en fonction des crimes qui ont été commis et auxquels ont participé des Gouvernements et des personnes physiques et morales, autant dans les Gouvernements que dans le Monde de l'économie. Nous n'y reviendrons pas davantage ici.

Conclusion

La description des faits au cours des quelques 22 pages qui précèdent, démontre la coordinaLtion des Gouvernements avec l'économie dans le cadre d'un crime organisé par la MAFIA des COLS BLANCS.

Au-delà des Victimes dont nous faisons partie, des générations de Citoyens sont préterités par le manque à gagner des Caisses publiques et la grogne qui en résulte, grogne sur toute la planète.

Il appartient dès lors à la **SEULE INSTITUTION PÉNALE INTERNATIONALE** de restaurer l'État de Droit qui doit prévaloir sous toutes les Juridictions et d'entreprendre toutes les démarches utiles et nécessaires, pour y parvenir.

Les Sociétés et leurs représentants qui ont violé leurs Devoirs envers les Victimes, envers les États ou encore envers les Citoyens, doivent être mis hors d'état de nuire et interdits de pratiquer sans délai. Les principaux protagonistes de l'escroquerie des royalties, l'auteur de la plainte du 19 janvier 1996 et les magistrats genevois qui sont intervenus, mais aussi les fonctionnaires de FedPol ou du Ministère Public suisse, doivent être arrêtés et mis au secret pour éviter toute collusion.

Afin de préserver nos intérêts, il est capital qu'UBS et CREDIT SUISSE soient interdits de pratiquer à l'international, avec effet immédiat.

Pour le reste, nous restons à disposition des Autorités compétentes, pour répondre à toute question qui pourrait contribuer à faire la lumière en fonction des faits décrits.

Fait à Yverdon-les-Bains, le 10 avril 2024

Marc-Etienne Burdet

Daniel Conus